arbido

2013/2 Gender Studies und I+D

Gillioz Stéphane,

Des origines de l'histoire des femmes aux études de genre: de nouvelles perspectives?

«L'oubli dont les femmes ont été l'objet n'est pas une simple perte de mémoire accidentelle et contingente, mais le résultat d'une exclusion consécutive à la définition même de l'histoire, geste publique des pouvoirs, des événements et des guerres de la Cité. Exclues de la scène publique par des fonctions dictées par la «nature» et la volonté des dieux/ de Dieu, les femmes ne pouvaient y apparaître que comme des figurantes muettes, y entrer par effraction ou à titre d'exceptions, les femmes «exceptionnelles», héroïques, saintes ou scandaleuses, rejetant dans l'ombre la masse des autres femmes.» *Michelle Perrot*

L'histoire des femmes est relativement récente. Pouvez-vous nous en dresser brièvement le développement?

Les femmes ont été longtemps absentes des études historiques. En raison même de la place qui leur était assignée dans la société, la sphère privée, les femmes n'intéressaient pas la discipline tournée alors complètement vers des domaines tels que l'économie et la politique. Actives dans des secteurs moins reconnus, tout s'est longtemps déroulé comme si les femmes n'avaient pas eu d'histoire.

L'histoire des femmes trouve son origine dans les années 1960–1970. Elle émerge en même temps qu'un certain nombre de disciplines de sciences humaines font peau neuve: sciences sociales et politiques, anthropologie.

Trois types de facteurs ont alors favorisé l'apparition de l'histoire des femmes. Les premiers sont d'ordre scientifique et sont liés à l'évolution d'autres disciplines. La sociologie et l'anthropologie avaient, en effet, déjà posé la question des rôles masculins et féminins, et de leur construction. Ces disciplines questionnent également la position des chercheur-e-s, question qui s'est alors traduite en histoire comme suit: qui est acteur de l'histoire? Quel regard porte-t-on lorsqu'on fait l'histoire? Parallèlement, l'histoire du mouvement ouvrier se développe et cherche à donner voix à ceux qui n'ont jamais été entendus, tandis que l'histoire coloniale souligne le caractère ethnocentriste de la production historique européenne, laissant la parole aux ex-colonisé-e-s. Ces éléments constituent un mouvement de fond qui bouleverse le rapport à sa propre mémoire.

Il y a ensuite des facteurs sociologiques. Lorsque l'on dit que jusqu'alors les femmes étaient absentes de l'histoire, cela vaut autant pour la mise en scène du récit historique que pour qui écrit ce récit. Jusque dans les années 1970, la profession d'historien est un monopole masculin. Les années 1970 correspondent à une présence de plus en plus importante des femmes à l'université comme étudiantes, puis comme ensei- gnantes, qui vont amener de nouvelles questions.

Et, enfin, il y a des facteurs politiques: l'histoire des femmes n'aurait pas vu le jour sans les mouvements sociaux, plus particulièrement le mouvement féministe qui, parallèlement à ses luttes politiques, commence à s'intéresser non seulement à sa propre histoire, mais aussi à l'histoire des femmes.

L'histoire des femmes, par ses origines et ses questions, a souvent été considérée comme une histoire féministe. Cette ambiguïté l'a toujours accompagnée, car l'une des questions importantes qu'elle a soulevée est celle de l'objectivité de l'historien-ne, ou plus généralement des chercheurs et chercheuses. Dès lors que des femmes ont commencé à s'intéresser à l'histoire de celles qui avaient été oubliées jusqu'alors, on les a suspectées de subjectivité. En effet, tout intérêt pour cette approche était suspectée d'être militante, soit nécessairement non scientifique!

Comment est-on passé de cette histoire des femmes à l'émergence de la perspective de genre?

Si l'histoire des femmes a été un pas indispensable, dans un mouvement de «rattrapage», les facteurs qui ont suscité son émergence, en particulier les bouleversements scientifiques et les questionnements politiques, mais également les questions de fond que soulevait la démarche (réflexion critique sur les modes traditionnels de faire l'histoire), ont très vite permis à une autre approche de faire son entrée. En cherchant à rendre visible celles qui avaient été écartées de l'histoire officielle, les conditions de cette invisibilisation devaient être questionnées. Il ne s'agissait donc plus de réfléchir aux seules femmes, mais aux rapports entre les sexes, comme un système social.

Le renouvellement de la recherche évoqué précédemment a brisé les frontières entre les disciplines; c'est dans cet espace que se dessine l'approche genre. La notion de genre renvoie à la construction sociale et culturelle des rôles, et rompt avec la notion de sexe naturel. La relation sociale qui existe entre femmes et hommes est ainsi également interrogée. En réfléchissant en termes de système relationnel, il devient évident qu'on ne peut pas traiter isolément un des termes. S'impose alors l'idée de réfléchir à la construction sociale de ces deux termes, à leur relation, à leur rapport dans un système: le genre.

Intégrer une perspective de genre en histoire, c'est montrer comment la présence des uns nécessite l'invisibilisation des autres, mais c'est aussi chercher à comprendre comment et où s'élabore ce système. Des travaux ont alors pris pour objet des questions qui symbolisaient les rapports de pouvoir dans la société, et qui se révélaient au travers des rapports de genre, comme l'histoire du droit de cuissage par exemple (Bourreau, 1995). D'autres se sont penchés sur les lieux de constitution de ce rapport inégal, l'école notamment (Praz, 2005).

Dans la poursuite de ces interrogations sur les deux termes du rapport social, d'autres études, relativement nombreuses dans les années 90, se sont intéressées aux hommes et à la contruction de la masculinité. Là aussi, l'angle avait changé, l'histoire des hommes ne se mélangeant plus à l'histoire universelle, mais traitant bel et bien de l'autre sexe et de la construction de sa position dominante.

Cette nouvelle perspective a certainement été confrontée à des problèmes méthodologiques et à la question des sources ...

En effet, l'un des principaux problèmes lorsqu'il s'agit de faire l'histoire des femmes est l'absence de sources. Etant souvent absentes des lieux de pouvoir réels ou symboliques, les femmes n'ap- paraissent que peu dans les documents «officiels». En effet, comme d'autres oublié-e-s de l'histoire, les femmes n'y figurent pas. En effet, leurs faits et gestes ne sont pas ceux qui retiennent habituellement l'attention des observateurs, ils ne sont pas enregistrés dans les sources traditionnelles. Cela est particulièrement vrai pour les femmes de condition modeste (domestiques, paysannes, ouvrières), qui n'ont – contrairement aux «filles de bonnes familles» – ni l'habitude ni le temps de se consacrer à l'exercice du journal intime ou de la correspondance, deux sources particulièrement précieuses lorsqu'il s'agit de retracer la vie d'une personne et de son environnement.

Ainsi, en plus d'apprendre à lire les sources traditionnelles «en creux», l'histoire des femmes a eu recours à d'autres sources. On s'intéresse alors davantage aux sources privées, journaux intimes et correspondance (qu'une certaine catégorie de femmes utilisait abondamment). On a également recours à la source orale, qui permet de toucher les femmes et les hommes qui n'ont pas fait acte de mémoire. Pratique initialement militante, la source orale s'impose petit à petit, étant souvent la seule façon d'avoir des informations de celles et ceux qui n'ont pas accès à la parole officielle. L'histoire orale crée alors une minirévolution, puisqu'elle fait éclater la distance chronologique, imposée jusqu'alors par les accès aux archives. L'histoire et la sociologie voient leurs frontières se mêler.

Quels nouveaux thèmes cette histoire des femmes permet-elle de dévoiler? Quelles nouvelles questions pose-t-elle?

Différentes thématiques émergent de l'histoire des femmes, en particulier la question de l'emploi féminin et, en parallèle, l'accès à la formation des filles et la lutte pour la professionnalisation. Comme le rappelle Sylvie Schweitzer (2002), le travail des femmes est toujours présenté comme contingent, fortuit et récent, et l'on tend à oublier qu'elles ont été paysannes, commerçantes, ouvrières, employées, infirmières, institutrices, et cela depuis toujours. Dans la société préindustrielle, à l'exception des femmes de milieux aristocratiques, toutes les femmes travaillent déjà.

Par contre, l'accès à la formation a eu des implications très directes sur les professions que les femmes pouvaient exercer ou non: en Suisse, l'école obligatoire accueille les enfants des deux sexes depuis 1830, mais des différences dans les contenus d'enseignement apparaissent très vite (aux filles les travaux à l'aiguille, aux garçons les mathématiques). Ensuite, les filles ont longtemps été exclues des gymnases et des écoles supérieures, où se préparait l'entrée à l'université. Les écoles supérieures de jeunes filles n'enseignant pendant longtemps pas le latin, les filles ne pouvaient donc pas s'inscrire dans les facultés. Ce n'est qu'en 1930, en Suisse, que les filles ont accès à la maturité.

Les domaines d'activités sont eux aussi très délimités. Les femmes sont actives dans l'agriculture, dans l'industrie à domicile (phase de proto-industrialisation), dans la domesticité.

Rappelons que la domesticité est le principal secteur d'emploi féminin jusqu'au milieu du XIXe siècle. Ensuite, dès l'essor des fabriques, les femmes trouvent à s'y engager, et le travail en usine devient alors un important lieu d'emploi féminin. Enfin, l'enseignement occupe également une place importante, car cette profession était jugée honorable, c'est pourquoi de nombreuses femmes la choisissent soit dans une perspective de former d'autres femmes, soit pour subvenir à leurs besoins et compléter une activité artistique par exemple. On n'oubliera pas les autres formes d'enseignement comme le travail des gouvernantes et préceptrices, une activité qui est fréquemment exercée par les jeunes femmes et qui leur permet non seulement de gagner un salaire, mais également de voyager et de s'émanciper.

La question de la professionnalisation est centrale dans ce contexte. L'enjeu est d'essayer de faire reconnaître son activité au même titre que celles des hommes, de faire reconnaître qu'il s'agit bien d'une profession et que ce n'est ni une vocation (soins infirmiers) ni un art d'agrément (peinture, sculpture, musique). La question de la professionnalisation est un enjeu central de l'histoire des femmes et de la lutte pour l'égalité.

Comment les professionnel-le-s du domaine Information & Documentation s'inscrivent-ils dans cette perspective genre?

Je prendrai ici l'exemple de l'Ecole nationale des Chartes, une grande école française spécialisée dans les sciences auxiliaires de l'histoire, fondée en 1821. On observe que la mixité au niveau des étudiant-e-s, garantie dès la création de l'Ecole des Chartes, ne garantit pas la mixité de la profession, puisqu'il faut réussir à accéder aux postes de pouvoir, et surtout entrer dans les filières reconnues.

Ainsi, il ne s'agit pas tant de réfléchir à la féminisation d'une discipline, ou à sa mixité, qu'à ce qui en fait une discipline reconnue, qu'est-ce qui a participé à sa professionnalisation.

Pour l'histoire, ce sont les postes de professeurs d'université, ainsi que la participation aux associations professionnelles et aux revues. Pour les archivistes français-es formé-e-s à l'Ecole des Chartes, la reconnaissance professionnelle se fait lorsqu'on accède à la direction d'archives départementales, or les femmes qui accèdent à des postes de direction sont à la tête des bibliothèques ou de dépôts d'archives, considérés comme secondaires.

Lorsque l’on s’intéresse aux métiers du patrimoine dans une perspective de genre, il s’agit de soumettre les différents domaines d’activités à deux questions, toutes deux issues de la sociologie du travail. La première s’intéresse à la ségrégation verticale, à savoir à la répartition des femmes et des hommes tout au long de la hiérarchie professionnelle. Ainsi, même lorsqu’on assiste à une relative mixité, voire à une forte féminisation de la formation (c’est le cas en histoire, mais aussi en sciences documentaires, en archivistique), plus on monte dans la hiérarchie professionnelle et moins nombreuses sont les femmes. Ainsi, qui sont les responsables des bibliothèques, des centres de documentation, des archives? A quels postes retrouve-t-on les femmes formées dans ces domaines?

L’autre analyse consiste à réfléchir à la division sexuelle du travail, soit de questionner qui fait quoi dans la profession et à quelle tâche est associée le prestige de la profession? Ainsi, dans les musées, les femmes sont surreprésentées chez les médiatrices culturelles. Elles font le lien avec les écoles, le grand public. Malgré le degré de qualification élevé nécessaire à ces fonctions, ces postes sont peu reconnus, souvent précaires, et surtout les métiers reconnus dans les musées sont avant tout les postes de conservateurs. En outre, ces fonctions de médiatrices sont fréquemment construites sur une forme de naturalisation des compétences féminines. Les femmes étant censées être plus aptes à faire œuvre de transmission, notamment auprès du grand public, des enfants, etc.

Dans la même perspective, Corinne Dallera (2011) soulève une question particulièrement intéressante concernant le récent intérêt pour le patrimoine immatériel. Elle fait le lien avec ce que l’histoire des femmes avait mis à jour, soit que les sources traditionnelles étaient relativement muettes quant aux destins féminins et qu’il fallait donc prendre en considération d’autres sources.

Selon elle, «l’élargissement de la définition du patrimoine est intéressant, dans le sens où il signifie une reconnaissance de la diversité des patrimoines et de ses acteurs et actrices. Toutefois, cette valorisation de l’investissement féminin dans la transmission du patrimoine immatériel ne se fonde-t-elle pas sur une naturalisation du rôle socialement attribué aux femmes de gardiennes des traditions?» Elle se demande dès lors si on n’assisterait pas à une nouvelle division sexuelle du travail entre les hommes, en charge du patrimoine matériel, et les femmes, actrices du patrimoine immatériel.

Références

- Bourreau, A. (1995). Le droit de cuissage. La fabrication d’un mythe XIIIe–XXe siècle. Paris: Albin Michel.

- Dallera, C. (2011). Histoire, archives, musées: des carrières féminines sous contrôle. «Documents» de Réseau PatrimoineS, 12.

- Duby, G., & Perrot, M. (1991). L'histoire des femmes en Occident. Paris: Plon (5 vol.)

- Dumoulin, O. (1997). «Archives au féminin, histoire au masculin. Les historiennes professionnelles en France, 1920–1960» (pp. 343–356). In Sohn, M., & Thélamon, F. (dir.) L'histoire sans les femmes est-elle possible? Paris: Perrin.

- Fraisse, G. (1998). Les femmes et leur histoire. Paris: Gallimard.

- Noiriel, G. (1996). Sur la «crise» de l'histoire. Paris: Belin.

- Perrot, M. (1998). Les femmes ou les silences de l'histoire. Paris: Flammarion.

- Perrot, M. (2000). «Sexuation de l'histoire» (p.87). In Hirata, H., Laborie, F., Le Doaré, H., & D. Senotier (coord.). Dictionnaire critique du féminisme. Paris: Presses universitaires de France.

Interview de Nadia Lamamra, maître de recherche, Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle IFFP

Contact: Nadia.Lamamra@iffp-suisse.ch

Stéphane Gillioz

rédaction *arbido*

Abstract

Deutsch
Von den Anfängen der Frauengeschichte zur Geschlechterforschung: Neue Perspektiven

Im Interview beschreibt Nadia Lamamra kurz und in groben Zügen die neuere Frauengeschichte und das Aufkommen der Geschlechtersichtweise. Der Geschlechterbegriff verweist zurück auf die soziale und kulturelle Rollenkonstruktion und bricht mit der Vorstellung vom «natürlichen Geschlecht». Damit wird gleichzeitig die soziale Beziehung zwischen Frauen und Männern hinterfragt. Wenn man in Beziehungskategorien denkt, wird rasch klar, dass man die einzelnen Begriffe nicht gesondert behandeln kann. Es bietet sich somit an, die soziale Konstruktion der beiden Begriffe (Frauengeschichte und Geschlechterforschung), ihre Beziehung und ihren wechselseitigen Bezug in einem ganz bestimmten System zu untersuchen: jenem der Geschlechter.

Diese spezielle Geschichte sah und sieht sich immer noch konfrontiert mit methodischen Problemen und Quellenfragen. Nichtsdestotrotz ermöglichte sie die Freilegung neuer Themenbereiche, z.B. die weibliche Arbeit, der Zugang zu Ausbildungen für Mädchen und der Kampf um die Professionalisierung.

Wie und wo sind die Berufsangehörigen aus dem Bereich I&D in dieser Geschlechterperspektive zu verorten? Nadia Lamamra führt das Beispiel einer französischen Institution an, die 1821 gegründeten «Ecole nationale des Chartes». Sie stellt fest, dass die Gemischtheit unter den Studierenden keineswegs eine Gemischtheit im Beruf garantiert. Wenn man sich aus einer Geschlechterperspektive heraus mit den Berufen im Bereich Kulturerbe befasst, muss man auch die Frage nach der vertikalen Segregation stellen, d.h.: Wer besetzt die leitenden Stellen in Bibliotheken, Dokumentationszentren, Archiven? Eine weitere Frage, die sich stellt, ist jene nach der Arbeitsaufteilung nach Geschlecht: Wer macht was im Beruf, und an welche Aufgaben ist das Prestige des Berufs gekoppelt?

Das neu aufgekommene Interesse am immateriellen Kulturgut wirft eine weitere interessante Frage auf: Wird damit nicht erneut eine Geschlechtertrennung vorgenommen – die Männer sind zuständig für das materielle Kulturerbe, und die Frauen für das immaterielle Kulturerbe?